

DOSSIER DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES

Référence : 27348 Voies Navigables de France

Le 23/05/2019



Bien :

Porte de garde

Adresse :

**Porte de garde de Crain
89480 CRAIN**

Référence Cadastre :

NC

PROPRIETAIRE

Voies Navigables de France VNF
Direction Territoriale Centre Bourgogne 2,
rue des Pâtis - CS40063
58027 NEVERS CEDEX

DEMANDEUR

Voies Navigables de France VNF
Direction Territoriale Centre Bourgogne 2, rue
des Pâtis - CS40063
58027 NEVERS CEDEX

Date de visite : **06/05/2019**

Opérateur de repérage : **CANOT Nicolas**

NOTE DE SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS

RAPPORT N° 27348 VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Type de bien : Porte de garde	
Adresse : Porte de garde de Crain 89480 CRAIN	Réf. Cadastre : NC Bâti : Non Date du permis de construire : avant 1997
Propriétaire : Voies Navigables de France VNF	

CONSTAT AMIANTE

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Conformément à l'article 6 alinéa 9 des arrêtés du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante. Vous avez l'obligation d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant

EXPOSITION AU PLOMB

Absence de revêtements contenant du plomb.

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux

R. 4412-97 modifié par le décret 2012-639 du 4 mai 2012
Norme NF X 46-020

A INFORMATIONS GENERALES

A.1 DESIGNATION DU BATIMENT

Nature du bâtiment : Porte de garde	Adresse : Porte de garde de Crain 89480 CRAIN
Cat. du bâtiment : Autres	
Référence Cadastre : NC	Propriété de : Voies Navigables de France VNF
Date du Permis de Construire : avant 1997	Direction Territoriale Centre Bourgogne 2, rue des Pâtis - CS40063 58027 NEVERS CEDEX

A.2 DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE

Nom : Voies Navigables de France VNF	Documents remis : Néant
Adresse : Direction Territoriale Centre Bourgogne 2, rue des Pâtis - CS40063 58027 NEVERS CEDEX	Moyens mis à disposition : Néant
Qualité :	

A.3 EXECUTION DE LA MISSION

Rapport N° : 27348 Voies Navigables de France A	Date d'émission du rapport : 23/05/2019
Le repérage a été réalisé le : 21/05/2019	Accompagnateur : Aucun
Par : CANOT Nicolas	Laboratoire d'Analyses : LABOCEA
N° certificat de qualification : CPDI1347	22 avenue de la Plage des Gueu - ZA de Creac'h Gwen 29334 QUIMPER CEDEX
Date d'obtention : 21/01/2018	Adresse laboratoire :
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :	Numéro d'accréditation : 1-1828
ICERT	Organisme d'assurance professionnelle : AXA Protexi Assurances
Bâtiment G - Parc Edonia	Adresse assurance : 293 cours de la Somme 33800 BORDEAUX
Rue de la Terre Victoria	N° de contrat d'assurance : 10328176904
35760 ST GREGOIRE	Date de validité : 31/12/2019
Date de commande : 03/05/2019	

B CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR

Signature et Cachet de l'entreprise



Date d'établissement du rapport :
Fait à **NEVERS** le **23/05/2019**
Cabinet : **SARL SG2B**
Nom du responsable : **RICOLO Yves-Marie**
Nom du diagnostiqueur : **CANOT Nicolas**

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité.

C SOMMAIRE

INFORMATIONS GENERALES.....	1
DESIGNATION DU BATIMENT	1
DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE.....	1
EXECUTION DE LA MISSION	1
CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR.....	1
SOMMAIRE	2
CONCLUSION(S)	3
LISTE DES LOCAUX NON VISITES CONCERNES PAR LES TRAVAUX ET JUSTIFICATION	3
LISTE DES ELEMENTS NON INSPECTES ET JUSTIFICATION.....	3
PROGRAMME DE REPERAGE.....	4
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	5
RAPPORTS PRECEDENTS	5
RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE	5
LISTE DES LOCAUX / PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES/NON VISITEES CONCERNEES PAR LES TRAVAUX ET JUSTIFICATION	5
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR	5
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE	5
LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.....	5
RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (MATERIAUX NON VISES PAR LA LISTE C DE L'ANNEXE 13/9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE)	6
COMMENTAIRES	6
ANNEXE 1 – FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION	7
ANNEXE 2 – PROCES VERBAUX D'ANALYSES.....	10
ANNEXE 3 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.....	15
ATTESTATION(S)	17
CROQUIS	19

D CONCLUSION(S)

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Conformément à l'article 6 alinéa 9 des arrêtés du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante. Vous avez l'obligation d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant

Liste des matériaux contenant de l'amiante hors champs d'investigation (Non visés par la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique)

N° Local	Local	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit	Méthode
1	Porte Eclésièrè	RDC	Structure	Vantail gauche	Métal - Peinture/Badigeon	Résultat d'analyse
			Structure	Vantail droit	Métal - Peinture/Badigeon	Résultat d'analyse
			Structure	Vantail gauche	Métal - Peinture/Badigeon	Résultat d'analyse
			Structure	Vantail droit	Métal - Peinture/Badigeon	Résultat d'analyse

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

N° Local	Local	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit
1	Porte Eclésièrè	RDC	Passerelle	Vantaux	Métal - Peinture/Badigeon

Liste des locaux non visités concernés par les travaux et justification

Aucun

Liste des éléments non inspectés et justification

Aucun

E PROGRAMME DE REPERAGE

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants (liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique) :

Liste C mentionnée à l'article R. 1334-22

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Toiture et étanchéité	
Plaques ondulées. Ardoises. Éléments ponctuels. Revêtements bitumineux d'étanchéité. Accessoires de toitures.	Plaques en fibres-ciment. Ardoises composite, ardoises en fibres-ciment. Conduits de cheminée, conduits de ventilation... Bardeaux d'asphalte ou bitume (« shingle »), pare-vapeur, revêtements et colles. Rivets, faîtages, closoirs...
2. Façades	
Panneaux-sandwichs. Bardages. Appuis de fenêtres.	Plaques, joints d'assemblage, tresses.... Plaques et « bacs » en fibres-ciment, ardoises en fibres-ciment, isolants sous bardage. Éléments en fibres-ciment.
3. Parois verticales intérieures et enduits	
Murs et cloisons. Poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons légères ou préfabriquées. Gainés et coffres verticaux. Portes coupe-feu, portes pare-flammes.	Flocages, enduits projetés, revêtements durs (plaques planes en fibres-ciment), joints de dilatation. Flocages, enduits projetés, joints de dilatation, entourage de poteaux (carton, fibres-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), peintures intumescentes, panneaux de cloisons, jonction entre panneaux préfabriqués et pieds/ têtes de cloisons : tresse, carton, fibres-ciment. Flocage, enduits projetés ou lissés ou talochés ayant une fonction coupe-feu, panneaux. Vantaux et joints.
4. Plafonds et faux plafonds	
Plafonds. Poutres et charpentes (périphériques et intérieurs). Interfaces entre structures. Gainés et coffres horizontaux. Faux plafonds.	Flocages, enduits projetés, panneaux collés ou vissés, coffrages perdus (carton-amiante, fibres-ciment, composite). Flocages, enduits projetés, peintures intumescentes. Rebouchage de trémies, jonctions avec la façade, calfeutremments, joints de dilatation. Flocages, enduits projetés, panneaux, jonction entre panneaux. Panneaux et plaques.
5. Revêtements de sol et de murs	
Revêtements de sol (l'analyse doit concerner chacune des couches du revêtement). Revêtement de murs	Dalles plastiques, colles bitumineuses, les plastiques avec sous-couche, chape maigre, calfeutrement des passages de conduits, revêtement bitumineux des fondations. Sous-couches des tissus muraux, revêtements durs (plaques menuiserie, fibres-ciment), colles des carrelages.
6. Conduits, canalisations et équipements	
Conduits de fluides (air, eaux, autres fluides). Conduits de vapeur, fumée, échappement. Clapets/ volets coupe-feu. Vide-ordures.	Calorifugeage, enveloppe de calorifuge, conduits en fibres-ciment. Conduit en fibres-ciment, joints entre éléments, mastics, tresses, manchons. Clapet, volet, rebouchage. Conduit en fibres-ciment.
7. Ascenseurs et monte-charge	
Portes palières. Trémie, machinerie.	Portes et cloisons palières. Flocage, bourre, mur/ plancher, joint mousse.
8. Équipements divers	
Chaudières, tuyauteries, étuves, groupes électrogènes, convecteurs et radiateurs, aérothermes...	Bourres, tresses, joints, calorifugeages, peinture anticondensation, plaques isolantes (internes et externes), tissu amiante.
9. Installations industrielles	
Fours, étuves, tuyauteries...	Bourre, tresses, joints, calorifugeages, peinture anticondensation, plaques isolantes, tissu amiante, freins et embrayages.
10. Coffrages perdus	
Coffrages et fonds de coffrages perdus.	Éléments en fibres-ciment.

F CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date du repérage : 21/05/2019

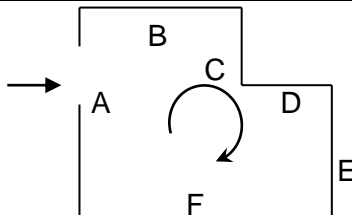
Le Repérage Amiante Avant Travaux, contient les informations sur la présence d'amiante dans les matériaux et produits du bâtiment afin d'informer les intervenants des activités ou interventions se font sur des matériaux produits ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (96-98 Chapitre 1- Article 1 –Alinéa III).

Le repérage avant travaux a pour objectif d'identifier les matériaux et produits susceptibles de libérer des fibres d'amiante à l'occasion des travaux prévus par le donneur d'ordre.

Le programme de travaux défini par le donneur d'ordre est rappelé en préambule. A partir de ce programme, l'opérateur précise son périmètre et son programme de repérage pour en définir le cadre stricte.

Liste des écarts, adjonctions ou suppression d'information de la norme NFX 46-020 de décembre 2008 :

Sens du repérage pour évaluer un local :




Description des travaux envisagés : Remplacement de la porte éclusière.

G RAPPORTS PRECEDENTS

Aucun rapport précédemment réalisé ne nous a été fourni.

H RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

LISTE DES LOCAUX / PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES/NON VISITEES CONCERNEES PAR LES TRAVAUX ET JUSTIFICATION

N°	Local / partie d'immeuble	Etage	Visitée	Justification	Travaux
1	Porte Eclusière 	RDC	OUI		Concernée

LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR

Néant

LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE

Néant

LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.

Néant

RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (matériaux non visés par la liste C de l'annexe 13/9 du code de la santé publique)

N° Local	Local / partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit	Critère de décision	Référence prélèvement	Présence
1	Porte Eclésièrè	RDC	Passerelle	Vantaux	Métal - Peinture/Badigeon	Résultat d'analyse	P001	N
			Structure	Vantail gauche	Métal - Peinture/Badigeon	Résultat d'analyse	P002	A
			Structure	Vantail droit	Métal - Peinture/Badigeon	Résultat d'analyse	P004	A
			Structure	Vantail gauche	Métal - Peinture/Badigeon	Résultat d'analyse	P003	A
			Structure	Vantail droit	Métal - Peinture/Badigeon	Résultat d'analyse	P005	A

LEGENDE

Présence	A : Amiante	N : Non Amianté	a? : Probabilité de présence d'Amiante
----------	-------------	-----------------	--

COMMENTAIRES

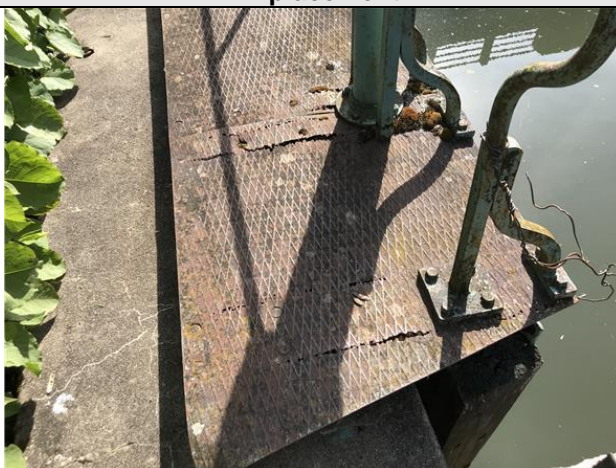
Prélèvements effectués sur des parties accessibles uniquement depuis le niveau de l'écluse.

ANNEXE 1 – FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION

PRELEVEMENT : P001

Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
Voies Navigables de France	27348 Voies Navigables de France	RDC - Porte Eclésièr
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Métal - Peinture/Badigeon	21/05/2019	CANOT Nicolas
Localisation		Résultat
Passerelle - Vantaux		absence d'amiante

Emplacement



PRELEVEMENT : P002

Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
Voies Navigables de France	27348 Voies Navigables de France	RDC - Porte Eclésièr
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Métal - Peinture/Badigeon	07/05/2019	CANOT Nicolas
Localisation		Résultat
Structure - Vantail gauche		Présence d'amiante

Emplacement



PRELEVEMENT : P003

Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
Voies Navigables de France	27348 Voies Navigables de France	RDC - Porte Eclésièr
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Métal - Peinture/Badigeon	07/05/2019	CANOT Nicolas

Localisation	Résultat
Structure - Vantail gauche	Présence d'amiante

Emplacement




PRELEVEMENT : P004

Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
Voies Navigables de France	27348 Voies Navigables de France	RDC - Porte Eclésièr
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Métal - Peinture/Badigeon	07/05/2019	CANOT Nicolas

Localisation	Résultat
Structure - Vantail droit	Présence d'amiante

Emplacement



PRELEVEMENT : P005		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
Voies Navigables de France	27348 Voies Navigables de France	RDC - Porte Eclésièrè
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Métal - Peinture/Badigeon	07/05/2019	CANOT Nicolas
Localisation		Résultat
Structure - Vantail droit		Présence d'amiante
Emplacement		
		

ANNEXE 2 – PROCES VERBAUX D'ANALYSES



Rapport d'analyse

Version n°1 du 22/05/2019

Page : 1/5



Accréditation
n° 1-1828
Liste des sites et
portées disponibles
sur www.cofrac.fr

N° Dossier : 19051503167705

Date de réception : 15/05/2019-Site de Quimper

Cliant : SG2B

Référence : 27348

Site de prélèvement :

Point de prélèvement : Porte d'écuse : passerelle

Préleveur : CANOT

Couleur :

Couches à analyser : Toutes

SG2B

25 RUE DU 13E DE LIGNE

58000 NEVERS

Date de prélèvement : 06/05/19

Nature de l'échantillon : Peinture/Badigeon

Référence : 27348

Aspect :

Ech 1 : N.T 408098 - P01

Date de début d'analyse : 17/05/2019

Paramètres	Méthodes	Normes	Résultats
1- PREPARATION DE L'ECHANTILLON			
Nombre de grilles réalisées	Q		2
Méthode préparation	Q	Méthode Interne ANA-HIS.MOP.00.Q	Sans Calcination
2- DETECTION ET IDENTIFICATION DE FIBRES D'AMIANTE INTENTIONNELLEMENT AJOUTEES			
Fibres d'amiante	Q	Méthode Interne : ANA-HIS.MOA.00.Q (META) NF X 43-050	Pas de fibres détectées
Date d'analyse	Q		22/05/19
Mode de reconnaissance	Q		-
OBSERVATION			
Description	Q		Matériau noir
Aspect visuel de l'échantillon	Q		Fibreux

Commentaire :

Copie à :

Validation scientifique par :

ULLOIS THOMAS Chef de service Amiante

Validation administrative par :

Thomas ULLOIS Chef de service Amiante

B : Analyse réalisée sur le site de Brest Accréditation n°1-1827 Q : Analyse réalisée sur le site de Quimper Accréditation n°1-1828
Le laboratoire garantit la détection d'une espèce d'amiante si sa teneur dans l'échantillon est supérieure ou égale à 0,1% en masse.
Identification : Les trois critères (morphologie, diffraction et analyse chimique) d'une fibre ont été vérifiés et sont conformes.
Classification : Seul un ou deux critères, cités ci-dessus remplissent les exigences de l'identification.
Ce rapport annule et remplace tout rapport partiel émis précédemment.
(ec) = en cours d'analyse - N/A = non analysé - NI = non interprétable.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Ce rapport d'analyse ne concerne que les produits soumis à analyse.
Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par symbole miniaturisé.

ANA-HIS.MRE.42.BQ version 2

G.I.P LABOCEA

22, avenue Plage des Gueux - CS 13031 - 29334 QUIMPER CEDEX- Tél : 02 98 10 28 88 - Fax 02 98 10 28 60

contact@laboce.fr - site internet : laboce.fr



Rapport d'analyse

Version n°1 du 22/05/2019

Page : 2/5



Accréditation
n°: 1-1828
Liste des sites et
portées disponibles
sur www.cofrac.fr

N° Dossier : 19051503167705

Client : SG2B

Point de prélèvement : Porte d'écuse : vantail gauche

Préleveur : CANOT

Couleur :

Couches à analyser : Toutes

Date de prélèvement : 06/05/19

Nature de l'échantillon : Peinture/Badigeon

Référence : 27348

Aspect :

Ech 1 : N.T 408099 - P02

Date de début d'analyse : 17/05/2019

Paramètres	Méthodes	Normes	Résultats
1- PREPARATION DE L'ECHANTILLON			
Nombre de grilles réalisées	Q		2
Méthode préparation		Méthode Interne ANA-115.MOP.00.Q	Calcination
2- DETECTION ET IDENTIFICATION DE FIBRES D'AMIANTE INTENTIONNELLEMENT AJOUTÉES			
Fibres d'amiante	Q	Méthode Interne : ANA-115.MOA.00.Q (META)	NF X 43-050 Chrysotile détecté
Date d'analyse	Q		21/05/19
Mode de reconnaissance	Q		Identification
OBSERVATION			
Description	Q		Matériau noir
Aspect visuel de l'échantillon	Q		Fibreux

Commentaire :

Copie à :

Validation scientifique par :

ULLOIS THOMAS Chef de service Amiante

Validation administrative par :

Thomas ULLOIS Chef de service Amiante

B : Analyse réalisée sur le site de Brest Accréditation n°1-1827 Q : Analyse réalisée sur le site de Quimper Accréditation n°1-1828

Le laboratoire garantit la détection d'une espèce d'amiante si sa teneur dans l'échantillon est supérieure ou égale à 0,1% en masse.

Identification : Les trois critères (morphologie, diffraction et analyse chimique) d'une fibre ont été vérifiés et sont conformes.

Classification : Seul un ou deux critères, cités ci-dessus remplissent les exigences de l'identification.

Ce rapport annule et remplace tout rapport partiel émis précédemment.

(ec) = en cours d'analyse - N/A = non analysé - NI = non interprétable.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Ce rapport d'analyse ne concerne que les produits soumis à analyse. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par symbole miniaturisé.

ANA-E0.MRE.42.BQ version 2

G.I.P LABOCEA

22, avenue Plage des Gueux - CS 13031 - 29334 QUIMPER CEDEX- Tél : 02 98 10 28 88 - Fax 02 98 10 28 60

contact@laboce.fr - site internet : laboce.fr



Rapport d'analyse

Version n°1 du 22/05/2019

Page : 3/5



Accréditation
n°: 1-1828
Liste des sites et
portées disponibles
sur www.cofrac.fr

N° Dossier : 19051503167705

Client : SG2B

Point de prélèvement : Porte d'égout : vantail gauche

Préleveur : CANOT

Couleur :

Couches à analyser : Toutes

Date de prélèvement : 06/05/19


Nature de l'échantillon : Peinture/Badigeon

Référence : 27348

Aspect :

Ech 1 : N.T 408100 - P03

Date de début d'analyse : 17/05/2019

Paramètres	Méthodes	Normes	Résultats
1- PREPARATION DE L'ECHANTILLON			
Nombre de grilles réalisées	Q		2
Méthode préparation	Q	Méthode interne ANA-115.MOP.00.Q	Calcination
2- DETECTION ET IDENTIFICATION DE FIBRES D'AMIANTE INTENTIONNELLEMENT AJOUTÉES			
 Fibres d'amiante	Q	Méthode interne : ANA-115.MOA.00.Q (META)	NF X 43-050 Chrysotile détecté
Date d'analyse	Q		21/05/19
Mode de reconnaissance	Q		Identification
OBSERVATION			
Description	Q		Matériau noir
Aspect visuel de l'échantillon	Q		Fibreux

Commentaire :

Copie à :

Validation scientifique par :

ULLOIS THOMAS Chef de service Amiante

Validation administrative par :

Thomas ULLOIS Chef de service Amiante

B : Analyse réalisée sur le site de Brest Accréditation n°1-1827 Q : Analyse réalisée sur le site de Quimper Accréditation n°1-1828


Le laboratoire garantit la détection d'une espèce d'amiante si sa teneur dans l'échantillon est supérieure ou égale à 0,1% en masse.

Identification : Les trois critères (morphologie, diffraction et analyse chimique) d'une fibre ont été vérifiés et sont conformes.

Classification : Seul un ou deux critères, cités ci-dessus remplissent les exigences de l'identification.

Ce rapport annule et remplace tout rapport partiel émis précédemment.

(ec) = en cours d'analyse - N/A = non analysé - NI = non interprétable.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Ce rapport d'analyse ne concerne que les produits soumis à analyse. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par symbole miniaturisé. 

ANA-E0.MRE.42.BQ version 2

G.I.P LABOCEA

22, avenue Plage des Gueux - CS 13031 - 29334 QUIMPER CEDEX- Tél : 02 98 10 28 88 - Fax 02 98 10 28 60

contact@laboce.fr - site internet : laboce.fr



Rapport d'analyse

Version n°1 du 22/05/2019

Page : 4/5



Accréditation
n°: 1-1828
Liste des sites et
portées disponibles
sur www.cofrac.fr

N° Dossier : 19051503167705

Client : SG2B

Point de prélèvement : Porte d'égout : vantail droit

Préleveur : CANOT

Couleur :

Couches à analyser : Toutes

Date de prélèvement : 06/05/19

Nature de l'échantillon : Peinture/Badigeon

Référence : 27348

Aspect :

Ech 1 : N.T 408101 - P04

Date de début d'analyse : 17/05/2019

Paramètres	Méthodes	Normes	Résultats
1- PREPARATION DE L'ECHANTILLON			
Nombre de grilles réalisées	Q		2
Méthode préparation		Méthode interne ANA-115.MOP.00.Q	Calcination
2- DETECTION ET IDENTIFICATION DE FIBRES D'AMIANTE INTENTIONNELLEMENT AJOUTÉES			
Fibres d'amiante	Q	Méthode interne : ANA-115.MOA.00.Q (META)	Chrysotile détecté
Date d'analyse	Q		21/05/19
Mode de reconnaissance	Q		Identification
OBSERVATION			
Description	Q		Matériau noir
Aspect visuel de l'échantillon	Q		Fibreux

Commentaire :

Copie à :

Validation scientifique par :

ULLOIS THOMAS Chef de service Amiante

Validation administrative par :

Thomas ULLOIS Chef de service Amiante

B : Analyse réalisée sur le site de Brest Accréditation n°1-1827 Q : Analyse réalisée sur le site de Quimper Accréditation n°1-1828

Le laboratoire garantit la détection d'une espèce d'amiante si sa teneur dans l'échantillon est supérieure ou égale à 0,1% en masse.

Identification : Les trois critères (morphologie, diffraction et analyse chimique) d'une fibre ont été vérifiés et sont conformes.

Classification : Seul un ou deux critères, cités ci-dessus remplissent les exigences de l'identification.

Ce rapport annule et remplace tout rapport partiel émis précédemment.

(ec) = en cours d'analyse - N/A = non analysé - NI = non interprétable.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Ce rapport d'analyse ne concerne que les produits soumis à analyse.

Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par symbole miniaturisé.

ANA-E0.MRE.42.BQ version 2

G.I.P LABOCEA

22, avenue Plage des Gueux - CS 13031 - 29334 QUIMPER CEDEX- Tél : 02 98 10 28 88 - Fax 02 98 10 28 60

contact@laboce.fr - site internet : laboce.fr



Rapport d'analyse

Version n°1 du 22/05/2019

Page : 5/5



Accréditation
n°: 1-1828
Liste des sites et
portées disponibles
sur www.cofrac.fr

N° Dossier : 19051503167705

Client : SG2B

Point de prélèvement : Porte d'écuse : vantail droit

Préleveur : CANOT

Couleur :

Couches à analyser : Toutes

Date de prélèvement : 06/05/19

Nature de l'échantillon : Peinture/Badigeon

Référence : 27348

Aspect :

Ech 1 : N.T 408102 - P05

Date de début d'analyse : 17/05/2019

Paramètres	Méthodes	Normes	Résultats
1- PREPARATION DE L'ECHANTILLON			
Nombre de grilles réalisées	Q		2
Méthode préparation	Q	Méthode interne ANA-115.MOP.00.Q	Calcination
2- DETECTION ET IDENTIFICATION DE FIBRES D'AMIANTE INTENTIONNELLEMENT AJOUTÉES			
Fibres d'amiante	Q	Méthode interne : ANA-115.MOA.00.Q (META)	NF X 43-050 Chrysotile détecté
Date d'analyse	Q		21/05/19
Mode de reconnaissance	Q		Identification
OBSERVATION			
Description	Q		Matériau noir
Aspect visuel de l'échantillon	Q		Fibreux

Commentaire :

Copie à :

Validation scientifique par :

ULLOIS THOMAS Chef de service Amiante

Validation administrative par :

Thomas ULLOIS Chef de service Amiante

B : Analyse réalisée sur le site de Brest Accréditation n°1-1827 Q : Analyse réalisée sur le site de Quimper Accréditation n°1-1828

Le laboratoire garantit la détection d'une espèce d'amiante si sa teneur dans l'échantillon est supérieure ou égale à 0,1% en masse.

Identification : Les trois critères (morphologie, diffraction et analyse chimique) d'une fibre ont été vérifiés et sont conformes.

Classification : Seul un ou deux critères, cités ci-dessus remplissent les exigences de l'identification.

Ce rapport annule et remplace tout rapport partiel émis précédemment.

(ec) = en cours d'analyse - N/A = non analysé - NI = non interprétable.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Ce rapport d'analyse ne concerne que les produits soumis à analyse.

Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par symbole miniaturisé.

ANA-E0.MRE.42.BQ version 2

G.I.P LABOCEA

22, avenue Plage des Gueux - CS 13031 - 29334 QUIMPER CEDEX- Tél : 02 98 10 28 88 - Fax 02 98 10 28 60

contact@laboce.fr - site internet : laboce.fr

ANNEXE 3 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

Les recommandations générales de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

ATTESTATION(S)

COURTIER
PROTEXI ASSURANCES
CABINET DOMBLÈDES ET DE SOUYS
293 COURS DE LA SOMME
33800 BORDEAUX
☎ 08 25 16 71 77
📠 05 56 92 28 82



réinventons / notre métier



SARL SG2B
25 RUE DU 13ÈME DE LIGNE
58000 NEVERS

Votre attestation Responsabilité Civile Prestataire

AXA France IARD atteste que :
SG2B

Est titulaire du contrat d'assurance n° **10328176904** ayant pris effet le **01/01/2019**.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant lui incombent du fait de l'exercice des activités suivantes :

La garantie s'exerce à concurrence des montants de garanties figurant dans le tableau ci-après.

La présente attestation est valable du **01/01/2019** au **01/01/2020** et ne peut engager l'assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Nature des garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe "autres garanties" ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont :	9 000 000 € par année d'assurance
Dommages corporels	
Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	1 200 000 € par année d'assurance

Autres garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus)(article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Responsabilité civile professionnelle (tous dommages confondus)	500 000 € par année d'assurance dont 300 000 € par sinistre
Dommages immatériels non consécutifs autres que ceux visés par l'obligation d'assurance (article 3.2 des conditions générales)	150 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	Garantie non souscrite
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	Garantie non souscrite

CERTIFICAT DE QUALIFICATION



**Certificat de compétences
Diagnosticqueur Immobilier**

N° CPDI1347 Version 012

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur CANOT Nicolas

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
DPE tout type de bâtiments	Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 08/04/2015 - Date d'expiration : 07/04/2020
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 13/12/2017 - Date d'expiration : 12/12/2022
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 16/10/2017 - Date d'expiration : 15/10/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 13/11/2017.

* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.
**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 200 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

I.Cert
Institut de Certification
Certification de personnes
Diagnosticqueur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
N° 44522
PORTÉE
CERTIFICATION
DE PERSONNES
WWW.COFRAC.FR

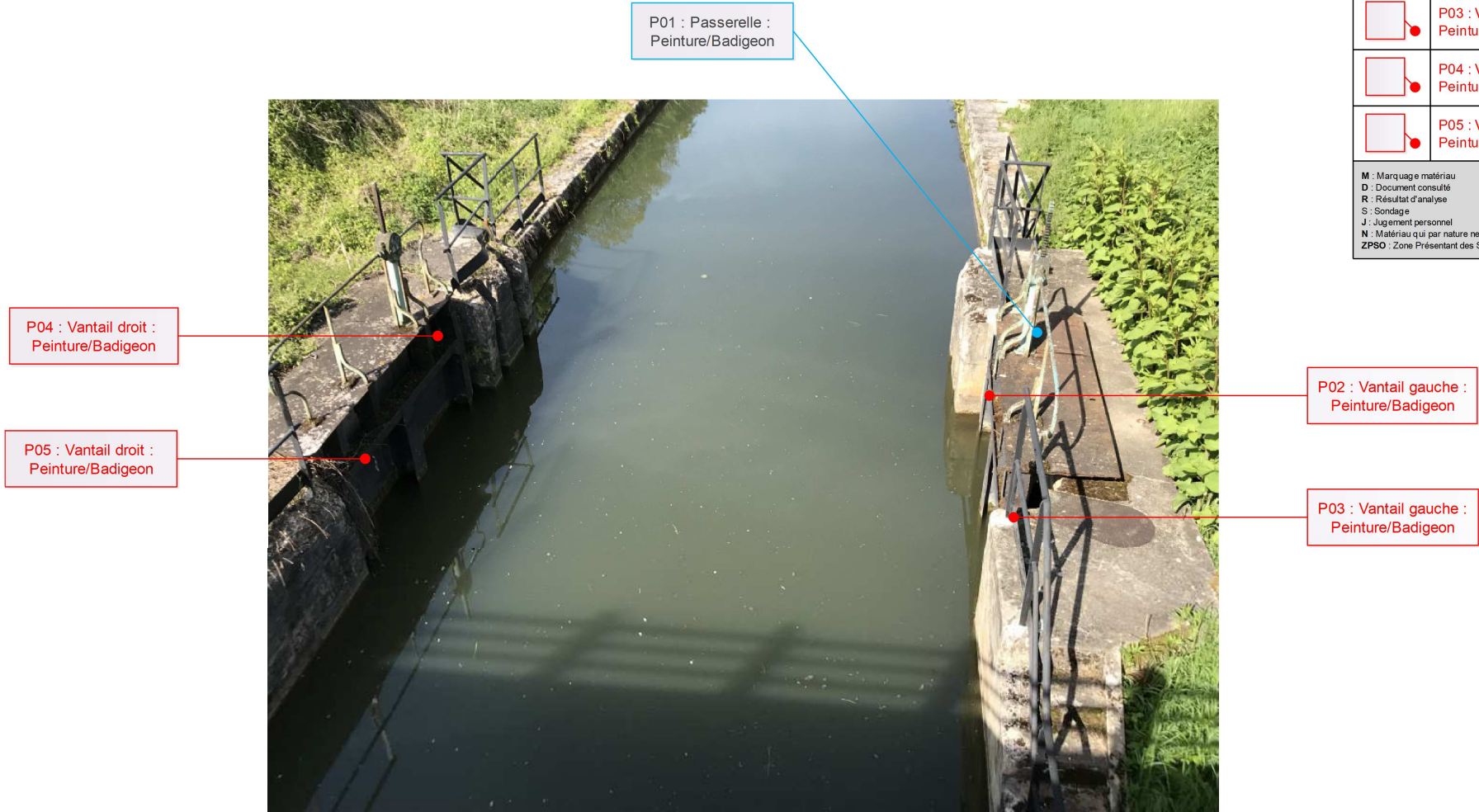
CPE DI FR 11 rev13

CROQUIS

REPÉRAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX/DÉMOLITION

Porte Eclésièrre de Garde
89480 CRAIN


Rez de chaussée
Présence d'amiante



Légende	Sondages/Matériaux/Produits Noir - Fibres d'Amiante non détectées Rouge - Fibres d'Amiante détectées	Critère de Décision
	P01 : Passerelle : Peinture/Badigeon	R
	P02 : Vantail gauche : Peinture/Badigeon	R
	P03 : Vantail gauche : Peinture/Badigeon	R
	P04 : Vantail droit : Peinture/Badigeon	R
	P05 : Vantail droit : Peinture/Badigeon	R
<div>M : Marquage matériau D : Document consulté R : Résultat d'analyse S : Sondage J : Jugement personnel N : Matériau qui par nature ne contient pas d'amiante ZPSO : Zone Présentant des Similitudes d'Ouvrage</div>		

	Maître d'ouvrage / Maître d'oeuvre / Donneur d'ordre	Référence du dossier	Type de mission	Date d'intervention	Opérateur de repérage	Révision
	VNF - Direction Territoriale Centre-Bourgogne - UTI Nivernais-Yonne 13 avenue Albert Premier - CS 36229 21062 DIJON CEDEX	27348	Diagnostic Amiante Avant Travaux	06/05/2019	Nicolas CANOT	REV. 00

Constat de risque d'exposition au plomb avant travaux ou démolition

A											Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP avant travaux ou démolition										
<p>Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini à l'Article L.1334-5 du code de la santé publique, consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insalubrité.</p> <p>Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).</p> <p>Le rapport permettra de fournir des éléments sur la présence de plomb aux personnes susceptibles de réaliser des travaux de nature à provoquer une altération substantielle des revêtements.</p> <p>Ce constat établit de manière exhaustive à l'aide d'un appareil à fluorescence X la présence ou l'absence de revêtements contenant du plomb quel qu'en soit la concentration.</p> <p>Le constat plomb avant travaux et démolition entre dans le cadre de l'évaluation réglementaire de la protection des travailleurs et de l'environnement.</p> <p>Ce rapport permet à l'employeur de renseigner la fiche individuelle d'exposition de ses salariés et de disposer des moyens adaptés afin d'éviter la dissémination de poussières de plomb.</p> <p>La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP</p>																					
B											Objet du CREP										
<input type="checkbox"/> Ou les parties communes d'un immeuble											<input checked="" type="checkbox"/> Avant travaux										
C											D										
Adresse du bien											Propriétaire										
Porte de garde de Crain 89480 CRAIN											Nom : Voies Navigables de France VNF Adresse : Direction Territoriale Centre Bourgogne 2, rue des Pâtis - CS40063 58027 NEVERS CEDEX										
E											Commanditaire de la mission										
Nom : Voies Navigables de France VNF Qualité :											Adresse : Direction Territoriale Centre Bourgogne 2, rue des Pâtis - CS40063 58027 NEVERS CEDEX										
F											L'appareil à fluorescence X										
Nom du fabricant de l'appareil : Niton Travaux Modèle de l'appareil : XLPS N° de série : 90010											Nature du radionucléide : Date du dernier chargement de la source : 01/07/2018 Activité de la source à cette date :										
G											Dates et validité du constat										
N° Constat : 27348 Voies Navigables de France P Date du constat : 21/05/2019											Date du rapport : 23/05/2019 Date limite de validité : Aucune										
H											Conclusion										
Classement des unités de diagnostic :																					
Total		Non mesurées		Classe 0		Classe 1		Classe 2		Classe 3											
Nombre		%		Nombre		%		Nombre		%		Nombre		%		Nombre		%			
4		0		0,00 %		4		100,00 %		0		0,00 %		0		0,00 %		0		0,00 %	
<p>En application de l'article L. 1334-9 du code de la santé publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée.</p>																					
I											Auteur du constat										
Signature 											Cabinet : SARL SG2B Nom du responsable : RICOLO Yves-Marie Nom du diagnostiqueur : CANOT Nicolas Organisme d'assurance : AXA Protexi Assurances Police : 10328176904										

SOMMAIRE

PREMIERE PAGE DU RAPPORT

RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE ET DES OBJECTIFS DU CREP AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION.....	1
OBJET DU CREP	1
ADRESSE DU BIEN.....	1
PROPRIETAIRE.....	1
COMMANDITAIRE DE LA MISSION.....	1
L'APPAREIL A FLUORESCENCE X.....	1
DATES ET VALIDITE DU CONSTAT	1
CONCLUSION.....	1
AUTEUR DU CONSTAT.....	1

RAPPEL DE LA COMMANDE ET DES REFERENCES REGLEMENTAIRES3

ARRETE DU 19 AOUT 2011 RELATIF AU CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB.....	3
- ARTICLES L. 1334-5 A L. 1334-10 ET R. 1334-10 A R. 1334-12 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE	3
- ARTICLES R.4412-156 A R.4412-161 DU CODE DU TRAVAIL.....	3

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA MISSION3

L'AUTEUR DU CONSTAT.....	3
AUTORISATION ASN ET PERSONNE COMPETENTE EN RADIOPROTECTION (PCR)	3
ETALONNAGE DE L'APPAREIL.....	3
LE LABORATOIRE D'ANALYSE EVENTUEL.....	3
DESCRIPTION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER	3
LE BIEN OBJET DE LA MISSION	3
OCCUPATION DU BIEN	3
LISTE DES LOCAUX VISITES	3
LISTE DES LOCAUX NON VISITES	4

METHODOLOGIE EMPLOYEE4

VALEUR DE REFERENCE UTILISEE POUR LA MESURE DU PLOMB PAR FLUORESCENCE X	4
STRATEGIE DE MESURAGE	4
RECOURS A L'ANALYSE CHIMIQUE DU PLOMB PAR UN LABORATOIRE	4

PRESENTATION DES RESULTATS4

RESULTATS DES MESURES6

COMMENTAIRES6

LES SITUATIONS DE RISQUE6

OBLIGATIONS D'INFORMATIONS POUR LES PROPRIETAIRES7

ANNEXES8

NOTICE D'INFORMATION.....	8
CERTIFICAT DE QUALIFICATION	9
ATTESTATION DU FABRICANT DE LA MACHINE PLOMB.....	10

1	RAPPEL DE LA COMMANDE ET DES REFERENCES REGLEMENTAIRES
<p align="center">Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb - Articles L. 1334-5 à L. 1334-10 et R. 1334-10 à R. 1334-12 du code de la santé publique - Articles R.4412-156 à R.4412-161 du Code du Travail</p>	

2	RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA MISSION
----------	---

2.1	L'auteur du constat
------------	----------------------------

Nom et prénom de l'auteur du constat : CANOT Nicolas	Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : ICERT Numéro de Certification de qualification : CPDI1347 Date d'obtention : 16/10/2017
--	--

2.2	Autorisation ASN et personne compétente en radioprotection (PCR)
------------	---

Autorisation ASN (DGSNR) : T580241 Nom du titulaire : SARL SG2B	Date d'autorisation : 25/03/2016 Expire-le : 25/10/2021
--	--

Nom de la personne compétente en Radioprotection (PCR) : RICOLO Brann	
--	--

2.3	Etalonnage de l'appareil
------------	---------------------------------

Fabricant de l'étalon : NITON N° NIST de l'étalon : 500-934	Concentration : 1 mg/cm² Incertitude : 0,2 mg/cm²
--	--

Vérification de la justesse de l'appareil	N° mesure	Date	Concentration (mg/cm²)
En début du CREP	1	21/05/2019	1
En fin du CREP	14	21/05/2019	1
Si une remise sous tension a lieu			

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.
 En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

2.4	Le laboratoire d'analyse éventuel
------------	--

Nom du laboratoire : NC Nom du contact : NC	Coordonnées : NC
--	-------------------------

2.5	Description de l'ensemble immobilier
------------	---

Année de construction : Nombre de bâtiments : 1	Nombre de cages d'escalier : 0 Nombre de niveaux : 1
---	---

2.6	Le bien objet de la mission
------------	------------------------------------

Adresse : Porte de garde de Crain 89480 CRAIN Type : Porte de garde Nombre de Pièces : Référence Cadastre : NC	Destination du bâtiment : Autres
--	---

2.7	Occupation du bien
------------	---------------------------

L'occupant est <input type="checkbox"/> Propriétaire <input type="checkbox"/> Locataire <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet, le bien est vacant	Nom de l'occupant si différent du propriétaire : Nom :
--	---

2.8	Liste des locaux visités
------------	---------------------------------

N°	Local	Etage
1	Porte Eclésièrre	RDC

Constat des Risques d'Exposition au Plomb

2.9	Liste des locaux non visites
Néant, tous les locaux ont été visités.	

3 METHODOLOGIE EMPLOYEE

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb

Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil à fluorescence X (XRF) à lecture directe permettant d'analyser au moins une raie K du spectre de fluorescence du plomb, et sont exprimées en mg/cm².

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,... (ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb). Ou tout substrat suspect pouvant émettre de la poussière au moment des travaux ou de la démolition.

3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence x

Ce constat établit de manière exhaustive à l'aide d'un appareil à fluorescence X la présence ou l'absence de revêtements contenant du plomb, quelle qu'en soit la concentration.

3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement non friable ou d'un substrat pouvant émettre de la poussière au moment des travaux ou de la démolition, l'auteur du constat effectue le nombre de mesure nécessaire à une identification et une localisation précise des risques d'émission de poussière chargée en plomb par la reconnaissance du substrat et de sa teneur en plomb quelle qu'en soit le seuil.

3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

À titre exceptionnel, l'auteur du constat tel que défini à l'Article R.1334-11 du code de la santé publique peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido soluble selon la norme NF X 46-031 «*Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb*», dans les cas suivants :

- lorsque la nature du support (forte rugosité, surface non plane, etc.) ou le difficile accès aux éléments de construction à analyser ne permet pas l'utilisation de l'appareil portable à fluorescence X ;
- lorsque, pour une unité de diagnostic donnée, aucune mesure n'est concluante au regard de la précision de l'appareil.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

4 PRESENTATION DES RESULTATS

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

Classement des unités de diagnostic:

Concentration en plomb	Etat de conservation	Classement
= 0,0mg/cm²		0
quelle qu'en soit la concentration	Non dégradé (ND) ou non visible (NV)	1
	Etat d'usage (EU)	2
	Dégradé (D)	3

5 RESULTATS DES MESURES												
Local : Porte Eclusi�re (RDC)												
N�	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation	Etat de conservation	Nature de la dégradation	Résultats (mg/cm�)	Classement	Observations		
2	Passerelle	Garde-corps	Métal	Peinture	- de 1 m	ND		0,61	0			
3					+ de 1 m	ND		0,14				
4					C	ND		0,52				
11	Passerelle	Marche-pied	Métal	Peinture	- de 1 m	ND		0,42	0			
12					+ de 1 m	ND		0,11				
13					C	ND		0,09				
8	Vantail droit	Poutres, Poteaux, Platines, Tirants, Colliers, etc...	Métal	Peinture	- de 1 m	ND		0,1	0			
9					+ de 1 m	ND		0,11				
10					C	ND		0,65				
5	Vantail gauche	Poutres, Poteaux, Platines, Tirants, Colliers, etc...	Métal	Peinture	- de 1 m	ND		0,41	0			
6					+ de 1 m	ND		0,05				
7					C	ND		0,63				
Nombre total d'unités de diagnostic			4		Nombre d'unités de classe 3			0	% de classe 3			0,00 %

LEGENDE			
Localisation	HG : en Haut à Gauche	HC : en Haut au Centre	HD : en Haut à Droite
	MG : au Milieu à Gauche	C : au Centre	MD : au Milieu à Droite
	BG : en Bas à Gauche	BC : en Bas au Centre	BD : en Bas à Droite
Nature des dégradations	ND : Non dégradé		NV : Non visible
	EU : Etat d'usage		D : Dégradé

6 COMMENTAIRES
Mesures effectués sur des parties accessibles uniquement depuis le niveau de l'écluse.

7 LES SITUATIONS DE RISQUE

Situations de risque de saturnisme infantile	OUI	NON
Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
L'ensemble des locaux objets du présent constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Situations de dégradation du bâti	OUI	NON
Plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Traces importantes de coulure ou de ruissellement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Plusieurs unités de diagnostic d'un même local recouvertes de moisissures ou de tâches d'humidité	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

8 OBLIGATIONS D'INFORMATIONS POUR LES PROPRIETAIRES

Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb, Article R.1334-12 du code de la santé publique :

«L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'Article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»

«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.»

9 ANNEXES

NOTICE D'INFORMATION

Article R. 231-58

Les concentrations en plomb métallique et ses composés présents dans l'atmosphère des lieux de travail ne doivent pas dépasser la valeur limite d'exposition professionnelle de 0,10 mg/m³ d'air (à 20°C et à 101,3 kPa) (soit 100 µg/m³). La valeur limite d'exposition professionnelle est une valeur limite de moyenne d'exposition professionnelle mesurée ou calculée par rapport à une période de 8 heures, avec une limite pondérale définie en plomb métal.

Il y a une mesure transitoire avant l'application de ces valeurs : VME de 0,15 mg/m³ moyenne sur 40 heures (soit 150 µg/m³ /40h) jusqu'au 1^{er} avril 2004.

Le plomb fait partie des produits **CMR** (**C**ancérogènes, **M**utagènes, **R**eprotoxiques) : **de quoi s'agit-il ?**

Cancérogène : substance, mélange ou procédé pouvant provoquer l'apparition d'un cancer ou en augmenter la fréquence. Ce sont, pour la grande majorité, des produits chimiques (amiante, poussières de bois, benzène...) mais les rayonnements ionisants et des agents biologiques sont également classés cancérogènes.

Mutagène ou génotoxique : produit chimique qui induit des altérations de la structure ou du nombre de chromosomes des cellules. Les chromosomes sont les éléments du noyau de la cellule qui portent l'ADN. L'effet mutagène (ou atteinte génotoxique) est une étape initiale du développement du cancer.

Toxique pour la reproduction ou reprotoxique : produit chimique (le plomb par exemple) pouvant altérer la fertilité de l'homme ou de la femme, ou altérer le développement de l'enfant à naître (avortement spontané, malformation...).

Voies d'exposition professionnelle

Les produits CMR peuvent pénétrer dans l'organisme comme tous les produits chimiques : par les voies respiratoires, la bouche ou la peau. Toute exposition à un produit CMR est considérée comme dangereuse pour la santé : en effet, certains de ces produits, même avec de très faibles niveaux d'exposition, ont des effets cancérogènes ou génotoxiques.

Grandes lignes de la prévention des risques CMR

Les produits CMR, utilisés dans l'entreprise ou pouvant donner lieu à des expositions, doivent être repérés lors de l'évaluation des risques.

Chaque fois que c'est techniquement possible, l'employeur doit avant tout chercher à supprimer ou substituer les produits CMR ou les procédés qui les génèrent ou les mettent en œuvre.

Lorsque ni la suppression ni la substitution ne sont possibles en l'état des connaissances, il faut envisager d'autres mesures de prévention destinées à réduire autant que possible les expositions à ces produits :

confinement ou travail en système clos,

mise en place d'autres mesures de protection collective (captage à la source, encoffrement, mécanisation de certaines opérations),

et lorsque toutes les autres mesures d'élimination ou de réduction des risques s'avèrent insuffisantes ou impossibles à mettre en œuvre : port d'équipements de protection individuelle.

Toutes les actions conduites doivent être accompagnées d'une formation et d'une sensibilisation du personnel exposé

La surveillance médicale des travailleurs exposés au plomb

L'exposition au plomb impose une visite médicale à l'embauche ainsi qu'une surveillance périodique des travailleurs au moins une fois par an, instaurée par le médecin du travail.

La détermination du taux de plomb (plombémie) dans le sang constitue le paramètre le plus important pour évaluer l'exposition encourue durant une période prolongée. Cette analyse est complétée en associant la Numération Formule Sanguine (NFS), la créatinémie, et le dosage de l'acide delta-aminolévulinique urinaire (ALAU).

La périodicité du contrôle des expositions est alors fonction des niveaux mesurés.

Une imprégnation trop importante au plomb constatée au cours de cette analyse biologique peut justifier une décision d'inaptitude temporaire ou définitive au vu de l'évolution des paramètres pathologiques constatés dans les contrôles antérieurs. Le médecin du travail est habilité à proposer des mesures individuelles telles que mutations ou transformations de postes, justifiées par des considérations relatives à l'état de santé physique du travailleur. Le chef d'entreprise est tenu de prendre en considération ces propositions et, en cas de refus, de faire connaître les motifs qui s'opposent à ce qu'il y soit donné suite. En cas de difficulté ou de désaccord, la décision est prise par l'inspecteur du travail après avis du Médecin-Inspecteur du travail.

CERTIFICAT DE QUALIFICATION



**Certificat de compétences
Diagnosticteur Immobilier**

N° CPDI1347 Version 012

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur CANOT Nicolas

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
DPE tout type de bâtiments	Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 08/04/2015 - Date d'expiration : 07/04/2020
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 13/12/2017 - Date d'expiration : 12/12/2022
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 16/10/2017 - Date d'expiration : 15/10/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 13/11/2017.

* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2005 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 10 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

I.Cert
Institut de Certification
Certification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
N° 4-0522
PORTÉE
CERTIFICATION DE PERSONNES
WWW.COFRAC.FR

CPE DI FR 11 rev13

Constat des Risques d'Exposition au Plomb

ATTESTATION DU FABRICANT DE LA MACHINE PLOMB



Distribution
Assistance technique
Maintenance d'équipements
scientifiques

Traduction du document ThermoFisher Scientific du 1^{er} mars 2011 signé par Dr. Björn

Klaue

Usage maximal des sources Cd-109 dans les analyseurs de fluorescence X portables Niton

A qui de droit,

Considérant les performances des analyseurs de fluorescence X portables Thermo Scientific Niton pourvus d'une source isotopique Cd-109 conçus pour l'analyse du plomb dans la peinture nous actons les points suivants :

Basée sur la période radioactive du Cd-109 établie par la physique à 462,6 jours, l'utilisation maximale d'une source Cd-109 est déterminée par l'activité résiduelle minimale pour une durée d'analyse utile avec des ratios signal/bruit statistiquement acceptables, soit **75 MBq**.

- Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de **370 MBq** cette valeur limite est atteinte après **36 mois**.
- Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de **1480 MBq** cette valeur limite est atteinte après **64 mois**.

Ces durées limites sont indépendantes de l'utilisation réelle de l'analyseur. L'horloge de décroissance de la source démarre dès l'assemblage de celle-ci. Avec la décroissance de la source le temps d'analyse effectif nécessaire pour acquérir des données analytiques pertinentes augmente au moins proportionnellement. Vers la fin de vie de la source le rapport signal sur bruit décroît même plus vite car le bruit électronique devient prédominant. Avec une activité inférieure à 75 MBq les temps d'analyse nécessaires augmentent dans des proportions telles qu'ils rendent l'instrument impropre à son utilisation. Aux très basses activités d'autres sources d'erreur diminuent la précision et la justesse des résultats.

Ces durées d'utilisation maximales de 36 (source 370 MBq) et 64 mois (source 1480 MBq) avant un inévitable remplacement de la source sont simplement basées sur des lois et des constantes physiques. Au-delà de ces durées les appareils deviennent pratiquement inutilisables en seulement quelques semaines. Les intervalles maximaux de remplacement de source devraient par conséquent être programmés de façon à ne pas excéder ces durées afin que le cycle d'utilisation soit optimal avec de bonnes performances de l'analyseur.

Si l'on considère une analyse réalisée avec un analyseur Niton sur un échantillon contenant 1 mg/cm² de plomb nous statuons que :

Pendant cette durée l'appareil garantit que 95 % des résultats de mesures réalisées sur un échantillon standardisé de concentration voisine de 1 mg/cm², sont comprises dans un intervalle : [valeur cible - 0,1 mg/cm² ; valeur cible + 0,1 mg/cm²].

Au-delà des durées limites mentionnées précédemment (soit 36 ou 64 mois selon l'activité initiale de la source) nous ne pouvons garantir que l'analyse définie ci-dessus puisse être réalisée avec une erreur inférieure à ±0,1 mg/cm² dans un intervalle de confiance de 95% (2σ).

Nom de la société : SG2B

Modèle de l'analyseur : XL300

N° série de l'analyseur : 90010

N° de série de la source : RTV0183-23

Date d'origine de la source : 01/07/2018

Date de fin de validité de la source :
30/06/2023

Fondis Bioritech
26 avenue Duguay Trouin
78960 VOISINS LE BRETONNEUX
Tél : +33 (0)1 34 52 10 30
Fax : +33 (0)1 30 57 33 25
E-mail : info@fondis-bioritech.com
Site : www.fondis-bioritech.com
SAS au capital de 2 500 000 € - Siret 428 583 637 00031 - APE 4652Z - N° TVA : FR 15 428 583 637 - Lieu de juridiction : Versailles



DOSSIER DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES

Référence : 32779 Voies Navigables de France

Le 08/12/2020



Bien :
Adresse :

Porte de garde

**Porte de garde de Crain
89480 CRAIN**

PROPRIETAIRE

Voies Navigables de France VNF
Direction Territoriale Centre Bourgogne 2,
rue des Pâtis - CS40063
58027 NEVERS CEDEX

DEMANDEUR

Voies Navigables de France VNF
Direction Territoriale Centre Bourgogne 2, rue
des Pâtis - CS40063
58027 NEVERS CEDEX

Date de visite : **26/11/2020**

Opérateur de repérage : **CANOT Nicolas**

NOTE DE SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS

RAPPORT N° 32779 VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Type de bien : **Porte de garde**

Adresse : **Porte de garde de Crain**
89480 CRAIN

Propriétaire : **Voies Navigables de France VNF**

CONSTAT AMIANTE

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante

EXPOSITION AU PLOMB

Absence de revêtements contenant du plomb.

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux

Arrêté du 16/07/2019

R. 4412-97 à R. 4412-97-6 du Code du Travail issu du décret 2017-899 du 9 mai 2017 modifié par le décret 2019-251 du 27 mars 2019 Norme NF X 46-020 d'août 2017



Numéro de rapport	32779 Voies Navigables de France A
Propriétaire	Voies Navigables de France VNF
Donneur d'ordre	Voies Navigables de France VNF
Adresse de l'immeuble	Porte de garde de Crain 89480 CRAIN
Bâtiment ou installation	Porte de garde
Date de la commande	05/11/2020
La ou le(s) date(s) d'exécution du repérage	27/11/2020
Date d'émission du rapport de repérage	08/12/2020
Référence du programme de travaux défini par le donneur d'ordre	Porte de garde de CRAIN

Signataire du rapport

Signature et Visa

Opérateur de repérage :



CANOT Nicolas
SARL SG2B
Le 08/12/2020

Conclusions

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante

Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante repérés

Néant

Exclusions

Aucune

Amiante



SOMMAIRE

SIGNATAIRE DU RAPPORT	1
CONCLUSIONS.....	1
DESCRIPTION DE LA MISSION	3
OBJET DE LA MISSION :	3
IDENTIFICATION COMPLETE DES DIFFERENTS INTERVENANTS ET PARTIES PRENANTES :	3
IDENTIFICATION COMPLETE DU BATIMENT CONCERNE :	3
IDENTIFICATION DU BIEN CONCERNE :	3
PROGRAMME DE TRAVAUX	3
CADRE DE LA MISSION DE REPERAGE	4
PERIMETRE DU REPERAGE : LOCAUX ET PARTIES D'IMMEUBLES CONCERNES (ZONE D'INTERVENTION) :	4
PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES	4
PROGRAMME DE REPERAGE	5
RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES	5
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	5
DATES ET NATURE DES VISITES SUR SITE	5
ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR CONFORMEMENT AUX PRESCRIPTIONS DE LA NORME NF X 46-020.....	5
CONDITIONS D'INACCESSIBILITE OU D'IMPOSSIBILITE DE REALISER DES INVESTIGATIONS APPROFONDIES	5
RESULTATS DU REPERAGE.....	5
RESULTATS DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE :	5
LISTE DES MATERIAUX ET PRODUITS REPERES	6
COMMENTAIRE SUR LA MISSION	6
RAPPEL DES OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE CONCERNE PAR LA MISSION DE REPERAGE	6
ANNEXE : FICHES D'IDENTIFICATION ET DE COTATION.....	7
ANNEXE : PROCES VERBAUX D'ANALYSE.....	8
ANNEXE : CERTIFICAT DE COMPETENCE	9
ANNEXE : ATTESTATION D'ASSURANCE.....	10
ANNEXE : PLANS ET/OU CROQUIS	11



1 Description de la mission

1.1 Objet de la mission :

Le repérage de l'amiante avant travaux dans les immeubles bâtis, défini à l'article R. 4412-97 du code du travail, consiste à rechercher, identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante susceptibles d'être affectés directement ou indirectement par les travaux et interventions visés à l'article R. 4412-94 du code du travail et définis par le donneur d'ordre.

Références de l'ordre de mission : **32779 Voies Navigables de France**

1.2 Identification complète des différents intervenants et parties prenantes :

Propriétaire de l'immeuble :	Voies Navigables de France VNF
Demeurant :	Direction Territoriale Centre Bourgogne 2, rue des Pâtis - CS40063 58027 NEVERS CEDEX
Représenté par :	Monsieur Lannoo Gilles
Commanditaire du repérage :	Voies Navigables de France VNF
Opérateur ayant réalisé le repérage :	Monsieur CANOT Nicolas
Nom et adresse de l'entreprise :	SARL SG2B 25 rue du 13ème de Ligne 58000 NEVERS
N° de Siret :	42250408400076
RCP-compagnie-n° de police :	AXA Protexi Assurances -10328176904

1.3 Identification complète du bâtiment concerné :

Dénomination :	
Adresse complète :	Porte de garde de Crain 89480 CRAIN
Référence Cadastre :	NC

1.4 Identification du bien concerné :

Date du PC ou date de construction :	Permis de Construire : avant 1997	Construction : Non communiquée
Type et Fonction principale du bien :	Porte de garde	Industriel
Autre renseignement permettant d'identifier avec certitude le bien concerné :	Aucun	

2 Programme de Travaux

Le programme de travaux envisagé par le Donneur d'Ordre prévoit :


Intitulé
Remplacement de la double porte éclusière.



3 Cadre de la mission de repérage

3.1 Périmètre du repérage : locaux et parties d'immeubles concernés (zone d'intervention) :

Parties d'immeuble concernées

Parties d'immeuble visitées	Etage	Travaux
<p>Porte Eclésièrè</p> 	RDC	Concernée



Programme de repérage

Liste des composants et parties de composants à inspecter découlant du programme des travaux, conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019 :

Ouvrages ou composants de la construction	Parties d'ouvrages ou de composants à inspecter ou à sonder	Matériau ou Produit	Commentaire
Autre			
Autre	Peinture/Badigeon	P	Peinture/Badigeon sur éléments métalliques

3.2 Rapports précédemment réalisés

Date	Référence	Conclusions
23/05/2019	27348 Voies Navigables de France	<p>Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.</p> <p>Conformément à l'article 6 alinéa 9 des arrêtés du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante. Vous avez l'obligation d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.</p>

4 Conditions de réalisation du repérage

4.1 Dates et Nature des visites sur site

Date	Objet
26/11/2020	Repérage et Prélèvement

4.2 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur Conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020

4.3 Conditions d'inaccessibilité ou d'impossibilité de réaliser des investigations approfondies

Néant

5 Résultats du repérage

5.1 Résultats de l'Analyse Documentaire :

Titre	Référence	Commentaire
Programme de travaux	Porte de garde de CRAIN	RAAT complémentaire sur les colliers insérés dans les pierres de bajoyer



5.2 Liste des matériaux et produits repérés							
Local	Etage	Zone	Elément	Matériau / Produit	Critère(s) ayant permis de conclure	Présence d'amiante (oui/non)	Estimation de la quantité
Porte Eclésièrè	RDC	Rive gauche : Bajoyer	Collier de maintient n°1	Métal - Résidus peinture noire	Résultat d'analyse (P01 bis)	Non	
		Rive droite : Bajoyer	Collier de maintient n°2	Métal - Non peint / Aucun résidus		Non	

5.3 Commentaire sur la mission	
Néant	

5.4 Rappel des obligations du propriétaire concerné par la mission de repérage	
--	--

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante – parties privatives » (DAPP) prévu à l'article R. 1334-29-4 I du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante. Il communique ce rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.



ANNEXE : Fiches d'identification et de cotation

PRELEVEMENT : P01 bis

Emplacement



Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
Voies Navigables de France VNF	32779 Voies Navigables de France	RDC - Porte Eclésièr Collier de maintien n°1 - Rive gauche : Bajoyer
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
CANOT Nicolas	27/11/2020	Métal - Résidus peinture noire
Résultat amiante		
absence d'amiante		



ANNEXE : Procès verbaux d'analyse



Parc d'affaires Espace Performances Bât K
35760 SAINT-GREGOIRE
Tel : 02.99.35.41.41
Fax : 02.23.22.52.27
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5970



Liste des sites et portées
disponibles sur www.cofrac.fr

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT1420-35363 EN DATE DU 04/12/2020 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)

*Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.
Les informations fournies par le client sont simplement retranscrites et identifiées comme telles.*

Client : SG2B 25 rue du 13ème de Ligne 58000 NEVERS	Réf Commande ITGA : IT1420-35363 Réf Commande Client : 32779
---	---

Prélèvement(s) : Reçu au laboratoire le : 27/11/2020

Préparation(s) : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

ou

- Pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : Prélèvement et montage adapté sur lame de microscopie
- Pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 - (1) - Traitement mécanique en milieu aqueux (méthode interne : IT085 ou IT453)
 - (2) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme (méthode interne : IT286)

Technique(s) : Microscopie Optique à Lumière Polarisée (guide HSG 248 - Appendice 2) : Morphologie et critères optiques

Analytique(s) : La détection de fibres d'amiante optiquement observables est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

ou

Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique

La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat(s) :

Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation)	Nombre de préparations	Date d'analyse	Résultat / Variété d'amiante
Réf dossier client : -				Réf échantillon ITGA : IT142011-46573
Réf échantillon client : P01 Bis - Résidus de peinture (sur lingette et dans sachet) - Noir - Porte éclusière : colliers				Description ITGA : Peinture bitumeuse en vrac
* Peinture bitumeuse en vrac	META (2)	1	04/12/2020	Amiante non détecté / -

Validé par : Christophe LE BOURHIS - Analyste

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164-01 rev 11

Page 1/1

ANNEXE : Certificat de compétence



Certificat de compétences Diagnostic Immobilier

N° CPDI1347 Version 012

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur CANOT Nicolas

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
DPE tout type de bâtiments	Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 08/04/2015 - Date d'expiration : 07/04/2020
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 13/12/2017 - Date d'expiration : 12/12/2022
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 16/10/2017 - Date d'expiration : 15/10/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Edité à Saint-Grégoire, le 13/11/2017.

* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

Arrêté du 21 novembre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

I.Cert
Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnostic Immobilier
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
N° 4-0522
PORTÉE
CERTIFICATION
DE PERSONNES
WWW.COFRAC.FR

CPE DI FR 11 rev13

ANNEXE : Attestation d'assurance

COURTIER
PROTEIX ASSURANCES
CABINET DOMBULES ET DE SOUYS
293 COURS DE LA SOMME
33800 BORDEAUX
☎ 05 25 16 71 77
✉ 05 56 82 2882

N°ORIAS 07 002 895 (PROTEIX
ASSURANCES)
Site ORIAS www.orias.fr



Assurance et Banque

SARL , SG2B
25 RUE DU 13EME DE LIGNE
58000 NEVERS

Votre contrat

Responsabilité Civile Prestataire
Souscrit le 01/01/2019

Vos références

Contrat
10328176904
Client
647432820

Date du courtier
2 janvier 2020

Votre attestation Responsabilité Civile Prestataire

AXA France IARD atteste que :
SG2B

Est titulaire du contrat d'assurance n° 10328176904 ayant pris effet le 01/01/2019.
Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant lui incombent du fait
de l'exercice des activités suivantes :

DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS :

Nature des garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe "autres garanties" ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont : Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	1 200 000 € par année d'assurance

Autres garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
Atteinte accidentelle à l'environnement (sous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Responsabilité civile professionnelle (sous dommages confondus)	500 000 € par année d'assurance dont 300 000 € par sinistre
Dommages immatériels non consécutifs autres que ceux visés par l'obligation d'assurance (article 3.2 des conditions générales)	150 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extensions aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extensions aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

La garantie s'exerce à concurrence des montants de garanties figurant dans le tableau ci-après.

La présente attestation est valable du 01/01/2020 au 31/12/2020 et ne peut engager l'assureur au-
delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Matthieu Bébear
Directeur Général Délégué

AXA France IARD, S.A. immatriculée au 314 788 030 à 750 097 400 R.C.S. PARIS. TVA intracommunautaire n° FR 14 22 037 400 - AXA France Vie, S.A. au capital de 407
725 075 50 € - 310 490 800 R.C.S. Paris. TVA intracommunautaire n° FR 62 310 490 800 - AXA Assurances IARD Mutua Be, Société d'Assurance Mutuelle à cotisations fixes contre incendie, les
accidents et risques divers. Sous 775 893 300. TVA intracommunautaire n° FR 30 775 893 300 - AXA Assurances Vie Mutuelle, Société d'assurance Mutuelle sur le vie et de capitalisation à
cotisations fixes. Sous 203 437 240 - TVA intracommunautaire n° FR 48 203 437 240 - Siège social : 310 Terrasse du Fauché 92727 Nanterre cedex. Régulièrement régies par le Code des
Assurances. Opérations d'assurance soumises de TVA - art. 264C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance France Assurances




ANNEXE : Plans et/ou Croquis

REPÉRAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX/DÉMOLITION



Porte Eclésièrre de Garde
89480 CRAIN


Rez de chaussée
Absence d'amiante

Légende	Sondages/Matériaux/Produits Noir - Fibres d'Amiante non détectées Rouge - Fibres d'Amiante détectées	Critère de Décision
	P01 bis : Rive gauche : Bajoyer : Collier de maintient : Peinture/Badigeon	R
M : Marquage matériau D : Document consulté R : Résultat d'analyse S : Sondage J : Jugement personnel N : Matériau qui par nature ne contient pas d'amiante ZPSO : Zone Présentant des Similitudes d'Ouvrage		



P01 bis : Rive gauche :
Bajoyer : Collier de
maintient : Peinture/
Badigeon



	Maitre d'ouvrage / Maitre d'oeuvre / Donneur d'ordre	Référence du dossier	Type de mission	Date d'intervention	Opérateur de repérage	Révision
	VNF - Direction Territoriale Centre-Bourgogne - UTI Nivernais-Yonne 13 avenue Albert Premier - CS 36229 21062 DIJON CEDEX	27348	Diagnostic Amiante Avant Travaux	06/05/2019	Nicolas CANOT	REV. 00

Constat de risque d'exposition au plomb avant travaux ou démolition

A Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP avant travaux ou démolition										
<p>Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini à l'Article L.1334-5 du code de la santé publique, consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insalubrité.</p> <p>Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).</p> <p>Le rapport permettra de fournir des éléments sur la présence de plomb aux personnes susceptibles de réaliser des travaux de nature à provoquer une altération substantielle des revêtements.</p> <p>Ce constat établit de manière exhaustive à l'aide d'un appareil à fluorescence X la présence ou l'absence de revêtements contenant du plomb quel qu'en soit la concentration.</p> <p>Le constat plomb avant travaux et démolition entre dans le cadre de l'évaluation réglementaire de la protection des travailleurs et de l'environnement.</p> <p>Ce rapport permet à l'employeur de renseigner la fiche individuelle d'exposition de ses salariés et de disposer des moyens adaptés afin d'éviter la dissémination de poussières de plomb.</p> <p>La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP</p>										
B Objet du CREP										
<input type="checkbox"/> Ou les parties communes d'un immeuble <input checked="" type="checkbox"/> Avant travaux										
C Adresse du bien					D Propriétaire					
Porte de garde de Crain 89480 CRAIN					Nom : Voies Navigables de France VNF Adresse : Direction Territoriale Centre Bourgogne 2, rue des Pâtis - CS40063 58027 NEVERS CEDEX					
E Commanditaire de la mission										
Nom : Voies Navigables de France VNF Qualité :					Adresse : Direction Territoriale Centre Bourgogne 2, rue des Pâtis - CS40063 58027 NEVERS CEDEX					
F L'appareil à fluorescence X										
Nom du fabricant de l'appareil : Niton Travaux Modèle de l'appareil : XLPS N° de série : 90010					Nature du radionucléide : Date du dernier chargement de la source : 01/07/2018 Activité de la source à cette date :					
G Dates et validité du constat										
N° Constat : 32779 Voies Navigables de France P Date du constat : 27/11/2020					Date du rapport : 08/12/2020 Date limite de validité : Aucune					
H Conclusion										
Classement des unités de diagnostic :										
Total	Non mesurées		Classe 0		Classe 1		Classe 2		Classe 3	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
4	2	50,00 %	2	50,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
En application de l'article L. 1334-9 du code de la santé publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée.										
I Auteur du constat										
Signature 					Cabinet : SARL SG2B Nom du responsable : RICOLO Yves-Marie Nom du diagnostiqueur : CANOT Nicolas Organisme d'assurance : AXA Protexi Assurances Police : 10328176904					



SOMMAIRE

PREMIERE PAGE DU RAPPORT

RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE ET DES OBJECTIFS DU CREP AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION.....	1
OBJET DU CREP	1
ADRESSE DU BIEN	1
PROPRIETAIRE.....	1
COMMANDITAIRE DE LA MISSION	1
L'APPAREIL A FLUORESCENCE X.....	1
DATES ET VALIDITE DU CONSTAT	1
CONCLUSION	1
AUTEUR DU CONSTAT	1

RAPPEL DE LA COMMANDE ET DES REFERENCES REGLEMENTAIRES3

ARRETE DU 19 AOUT 2011 RELATIF AU CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB.....	3
- ARTICLES L. 1334-5 A L. 1334-10 ET R. 1334-10 A R. 1334-12 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE	3
- ARTICLES R.4412-156 A R.4412-161 DU CODE DU TRAVAIL.....	3

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA MISSION.....3

L'AUTEUR DU CONSTAT.....	3
AUTORISATION ASN ET PERSONNE COMPETENTE EN RADIOPROTECTION (PCR)	3
ETALONNAGE DE L'APPAREIL.....	3
LE LABORATOIRE D'ANALYSE EVENTUEL.....	3
DESCRIPTION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER	3
LE BIEN OBJET DE LA MISSION	3
OCCUPATION DU BIEN	3
LISTE DES LOCAUX VISITES	4
LISTE DES LOCAUX NON VISITES	4

METHODOLOGIE EMPLOYEE4

VALEUR DE REFERENCE UTILISEE POUR LA MESURE DU PLOMB PAR FLUORESCENCE X	4
STRATEGIE DE MESURAGE	4
RECOURS A L'ANALYSE CHIMIQUE DU PLOMB PAR UN LABORATOIRE	4

PRESENTATION DES RESULTATS5

CROQUIS6

RESULTATS DES MESURES6

COMMENTAIRES6

LES SITUATIONS DE RISQUE6

OBLIGATIONS D'INFORMATIONS POUR LES PROPRIETAIRES7

ANNEXES8

NOTICE D'INFORMATION.....	8
CERTIFICAT DE QUALIFICATION	9
ATTESTATION DU FABRICANT DE LA MACHINE PLOMB.....	10

1	RAPPEL DE LA COMMANDE ET DES REFERENCES REGLEMENTAIRES
<p align="center">Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb - Articles L. 1334-5 à L. 1334-10 et R. 1334-10 à R. 1334-12 du code de la santé publique - Articles R.4412-156 à R.4412-161 du Code du Travail</p>	

2	RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA MISSION
----------	---

2.1	L'auteur du constat
------------	----------------------------

Nom et prénom de l'auteur du constat : CANOT Nicolas	Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : ICERT Numéro de Certification de qualification : CPDI1347 Date d'obtention : 16/10/2017
--	--

2.2	Autorisation ASN et personne compétente en radioprotection (PCR)
------------	---

Autorisation ASN (DGSNR) : T580241 Nom du titulaire : SARL SG2B	Date d'autorisation : 25/03/2016 Expire-le : 25/10/2021
--	--

Nom de la personne compétente en Radioprotection (PCR) : RICOLO BranBrann Ricolo	
---	--

2.3	Etalonnage de l'appareil
------------	---------------------------------

Fabricant de l'étalon : NITON N° NIST de l'étalon : 500-934	Concentration : 1 mg/cm² Incertitude : 0,2 mg/cm²
--	--

Vérification de la justesse de l'appareil	N° mesure	Date	Concentration (mg/cm²)
En début du CREP	1	27/11/2020	1
En fin du CREP	6	27/11/2020	1
Si une remise sous tension a lieu			

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.
En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

2.4	Le laboratoire d'analyse éventuel
------------	--

Nom du laboratoire : NC Nom du contact : NC	Coordonnées : NC
--	-------------------------

2.5	Description de l'ensemble immobilier
------------	---

Année de construction : Nombre de bâtiments : 1	Nombre de cages d'escalier : 0 Nombre de niveaux : 1
---	---

2.6	Le bien objet de la mission
------------	------------------------------------

Adresse : Porte de garde de Crain 89480 CRAIN Type : Porte de garde Nombre de Pièces : Référence Cadastre : NC	Destination du bâtiment : Autres
--	---

2.7	Occupation du bien
------------	---------------------------

L'occupant est <input type="checkbox"/> Propriétaire <input type="checkbox"/> Locataire <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet, le bien est vacant	Nom de l'occupant si différent du propriétaire : Nom :
--	---



2.8 Liste des locaux visités		
N°	Local	Etage
1	Porte Eclésièrè	RDC

2.9 Liste des locaux non visités		
Néant, tous les locaux ont été visités.		

3 METHODOLOGIE EMPLOYEE

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb

Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil à fluorescence X (XRF) à lecture directe permettant d'analyser au moins une raie K du spectre de fluorescence du plomb, et sont exprimées en mg/cm².

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,... (ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb). Ou tout substrat suspect pouvant émettre de la poussière au moment des travaux ou de la démolition.

3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence x	
Ce constat établit de manière exhaustive à l'aide d'un appareil à fluorescence X la présence ou l'absence de revêtements contenant du plomb, quelle qu'en soit la concentration.	

3.2 Stratégie de mesurage	
Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement non friable ou d'un substrat pouvant émettre de la poussière au moment des travaux ou de la démolition, l'auteur du constat effectue le nombre de mesure nécessaire à une identification et une localisation précise des risques d'émission de poussière chargée en plomb par la reconnaissance du substrat et de sa teneur en plomb quelle qu'en soit le seuil.	

3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire	
<p>À titre exceptionnel, l'auteur du constat tel que défini à l'Article R.1334-11 du code de la santé publique peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido soluble selon la norme NF X 46-031 «<i>Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb</i>», dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lorsque la nature du support (forte rugosité, surface non plane, etc.) ou le difficile accès aux éléments de construction à analyser ne permet pas l'utilisation de l'appareil portable à fluorescence X ; • lorsque, pour une unité de diagnostic donnée, aucune mesure n'est concluante au regard de la précision de l'appareil. <p>Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).</p>	



4 PRESENTATION DES RESULTATS

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

Classement des unités de diagnostic:

Concentration en plomb	Etat de conservation	Classement
= 0,0mg/cm²		0
quelle qu'en soit la concentration	Non dégradé (ND) ou non visible (NV)	1
	Etat d'usage (EU)	2
	Dégradé (D)	3



5 CROQUIS

Aucun croquis réalisé

6 RESULTATS DES MESURES

Local : Porte Eclésièr (RDC)

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation	Etat de conservation	Nature de la dégradation	Résultats (mg/cm²)	Classement	Observations
	Rive droite (route) : Bajoyer	Collier de maintient n°2	Métal	Non peint						Non peint
	Rive droite (route) : Bajoyer	Collier de maintient n°4	Métal	Non peint						Non peint
2	Rive gauche (rivière) : Bajoyer	Collier de maintient n°1	Métal	Résidus peinture noire	- de 1 m			0,01	0	
3					+ de 1 m			0,09		
4	Rive gauche (rivière) : Bajoyer	Collier de maintient n°3	Métal	Résidus peinture noire	- de 1 m			0,12	0	
5					+ de 1 m			0,53		
Nombre total d'unités de diagnostic				4	Nombre d'unités de classe 3			0	% de classe 3	0,00 %

LEGENDE

Localisation

HG : en Haut à Gauche
MG : au Milieu à Gauche
BG : en Bas à Gauche

HC : en Haut au Centre
C : au Centre
BC : en Bas au Centre

HD : en Haut à Droite
MD : au Milieu à Droite
BD : en Bas à Droite

Nature des dégradations

ND : Non dégradé
EU : Etat d'usage
NV : Non visible
D : Dégradé

7 COMMENTAIRES

Néant

8 LES SITUATIONS DE RISQUE

Situations de risque de saturnisme infantile	OUI	NON
Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
L'ensemble des locaux objets du présent constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Situations de dégradation du bâti	OUI	NON
Plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Traces importantes de coulure ou de ruissellement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Plusieurs unités de diagnostic d'un même local recouvertes de moisissures ou de tâches d'humidité	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>



9 OBLIGATIONS D'INFORMATIONS POUR LES PROPRIÉTAIRES

Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb, Article R.1334-12 du code de la santé publique :

«L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'Article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»

«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.»



10 ANNEXES

NOTICE D'INFORMATION

Article R. 231-58

Les concentrations en plomb métallique et ses composés présents dans l'atmosphère des lieux de travail ne doivent pas dépasser la valeur limite d'exposition professionnelle de 0,10 mg/m³ d'air (à 20°C et à 101,3 kPa) (soit 100 µg/m³). La valeur limite d'exposition professionnelle est une valeur limite de moyenne d'exposition professionnelle mesurée ou calculée par rapport à une période de 8 heures, avec une limite pondérale définie en plomb métal.

Il y a une mesure transitoire avant l'application de ces valeurs : VME de 0,15 mg/m³ moyenne sur 40 heures (soit 150 µg/m³ /40h) jusqu'au 1^{er} avril 2004.

Le plomb fait partie des produits **CMR** (*Cancérogènes, Mutagènes, Reprotoxiques*) : **de quoi s'agit-il ?**

Cancérogène : substance, mélange ou procédé pouvant provoquer l'apparition d'un cancer ou en augmenter la fréquence. Ce sont, pour la grande majorité, des produits chimiques (amiante, poussières de bois, benzène...) mais les rayonnements ionisants et des agents biologiques sont également classés cancérogènes.

Mutagène ou génotoxique : produit chimique qui induit des altérations de la structure ou du nombre de chromosomes des cellules. Les chromosomes sont les éléments du noyau de la cellule qui portent l'ADN. L'effet mutagène (ou atteinte génotoxique) est une étape initiale du développement du cancer.

Toxique pour la reproduction ou reprotoxique : produit chimique (le plomb par exemple) pouvant altérer la fertilité de l'homme ou de la femme, ou altérer le développement de l'enfant à naître (avortement spontané, malformation...).

Voies d'exposition professionnelle

Les produits CMR peuvent pénétrer dans l'organisme comme tous les produits chimiques : par les voies respiratoires, la bouche ou la peau. Toute exposition à un produit CMR est considérée comme dangereuse pour la santé : en effet, certains de ces produits, même avec de très faibles niveaux d'exposition, ont des effets cancérogènes ou génotoxiques.

Grandes lignes de la prévention des risques CMR

Les produits CMR, utilisés dans l'entreprise ou pouvant donner lieu à des expositions, doivent être repérés lors de l'évaluation des risques.

Chaque fois que c'est techniquement possible, l'employeur doit avant tout chercher à supprimer ou substituer les produits CMR ou les procédés qui les génèrent ou les mettent en œuvre.

Lorsque ni la suppression ni la substitution ne sont possibles en l'état des connaissances, il faut envisager d'autres mesures de prévention destinées à réduire autant que possible les expositions à ces produits :

confinement ou travail en système clos,

mise en place d'autres mesures de protection collective (captage à la source, encoffrement, mécanisation de certaines opérations),

et lorsque toutes les autres mesures d'élimination ou de réduction des risques s'avèrent insuffisantes ou impossibles à mettre en œuvre : port d'équipements de protection individuelle.

Toutes les actions conduites doivent être accompagnées d'une formation et d'une sensibilisation du personnel exposé

La surveillance médicale des travailleurs exposés au plomb

L'exposition au plomb impose une visite médicale à l'embauche ainsi qu'une surveillance périodique des travailleurs au moins une fois par an, instaurée par le médecin du travail.

La détermination du taux de plomb (plombémie) dans le sang constitue le paramètre le plus important pour évaluer l'exposition encourue durant une période prolongée. Cette analyse est complétée en associant la Numération Formule Sanguine (NFS), la créatinémie, et le dosage de l'acide delta-aminolévulinique urinaire (ALAU).

La périodicité du contrôle des expositions est alors fonction des niveaux mesurés.

Une imprégnation trop importante au plomb constatée au cours de cette analyse biologique peut justifier une décision d'incapacité temporaire ou définitive au vu de l'évolution des paramètres pathologiques constatés dans les contrôles antérieurs. Le médecin du travail est habilité à proposer des mesures individuelles telles que mutations ou transformations de postes, justifiées par des considérations relatives à l'état de santé physique du travailleur. Le chef d'entreprise est tenu de prendre en considération ces propositions et, en cas de refus, de faire connaître les motifs qui s'opposent à ce qu'il y soit donné suite. En cas de difficulté ou de désaccord, la décision est prise par l'inspecteur du travail après avis du Médecin-Inspecteur du travail.



CERTIFICAT DE QUALIFICATION



**Certificat de compétences
Diagnosticneur Immobilier**

N° CPDI1347 Version 012

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur CANOT Nicolas

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
DPE tout type de bâtiments	Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel Date d'effet : 21/01/2018 - Date d'expiration : 20/01/2023
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 08/04/2015 - Date d'expiration : 07/04/2020
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 13/12/2017 - Date d'expiration : 12/12/2022
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 16/10/2017 - Date d'expiration : 15/10/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 13/11/2017.

* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 200 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

Arrêté du 21 novembre 2005 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 18 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.



Certification de personnes
Diagnosticneur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev13



ATTESTATION DU FABRICANT DE LA MACHINE PLOMB



Distribution
Assistance technique
Maintenance d'équipements
scientifiques

**Traduction du document ThermoFisher Scientific du 1^{er} mars 2011 signé par Dr. Björn
Klaue**

Usage maximal des sources Cd-109 dans les analyseurs de fluorescence X portables Niton

A qui de droit,

Considérant les performances des analyseurs de fluorescence X portables Thermo Scientific Niton pourvus d'une source isotopique Cd-109 conçus pour l'analyse du plomb dans la peinture nous actons les points suivants :

Basée sur la période radioactive du Cd-109 établie par la physique à 462,6 jours, l'utilisation maximale d'une source Cd-109 est déterminée par l'activité résiduelle minimale pour une durée d'analyse utile avec des ratios signal/bruit statistiquement acceptables, soit **75 MBq**.

- Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de **370 MBq** cette valeur limite est atteinte après **36 mois**.
- Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de **1480 MBq** cette valeur limite est atteinte après **64 mois**.

Ces durées limites sont indépendantes de l'utilisation réelle de l'analyseur. L'horloge de décroissance de la source démarre dès l'assemblage de celle-ci. Avec la décroissance de la source le temps d'analyse effectif nécessaire pour acquérir des données analytiques pertinentes augmente au moins proportionnellement. Vers la fin de vie de la source le rapport signal sur bruit décroît même plus vite car le bruit électronique devient prédominant. Avec une activité inférieure à 75 MBq les temps d'analyse nécessaires augmentent dans des proportions telles qu'ils rendent l'instrument impropre à son utilisation. Aux très basses activités d'autres sources d'erreur diminuent la précision et la justesse des résultats.

Ces durées d'utilisation maximales de 36 (source 370 MBq) et 64 mois (source 1480 MBq) avant un inévitable remplacement de la source sont simplement basées sur des lois et des constantes physiques. Au-delà de ces durées les appareils deviennent pratiquement inutilisables en seulement quelques semaines. Les intervalles maximaux de remplacement de source devraient par conséquent être programmés de façon à ne pas excéder ces durées afin que le cycle d'utilisation soit optimal avec de bonnes performances de l'analyseur.

Si l'on considère une analyse réalisée avec un analyseur Niton sur un échantillon contenant 1 mg/cm² de plomb nous statuons que :

Pendant cette durée l'appareil garantit que 95 % des résultats de mesures réalisées sur un échantillon standardisé de concentration voisine de 1 mg/cm², sont comprises dans un intervalle : [valeur cible - 0,1 mg/cm² ; valeur cible + 0,1 mg/cm²].

Au-delà des durées limites mentionnées précédemment (soit 36 ou 64 mois selon l'activité initiale de la source) nous ne pouvons garantir que l'analyse définie ci-dessus puisse être réalisée avec une erreur inférieure à ±0,1 mg/cm² dans un intervalle de confiance de 95% (2σ).

Nom de la société : SG2B

Modèle de l'analyseur : XL300

N° série de l'analyseur : 90010

N° de série de la source : RTV0183-23

Date d'origine de la source : 01/07/2018

Date de fin de validité de la source
30/06/2023

Fondis Bioritech
26 avenue Duguay Trouin
78960 VOISINS LE BRETONNEUX
Tél : +33 (0)1 34 52 10 30
Fax : +33 (0)1 30 57 33 25
E-mail : info@fondis-bioritech.com
Site : www.fondis-bioritech.com
SAS au capital de 2 500 000 € - Siret 428 583 637 00031 - APE 4652Z - N° TVA : FR 15 428 583 637 - Lieu de juridiction : Versailles

